



HAL
open science

Discordances entre les temporalités quotidiennes et aménagements des temps urbains.

Monique Haicault

► **To cite this version:**

Monique Haicault. Discordances entre les temporalités quotidiennes et aménagements des temps urbains.. 3ème colloque sur : "L'égalité des femmes et des hommes : une question de genre. Le droit à la ville pour tous : comment?", Délégation Régionale des Droits des Femmes Dec 2003, Marseille, France. halshs-01532263

HAL Id: halshs-01532263

<https://shs.hal.science/halshs-01532263>

Submitted on 2 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

avant de venir fiducier ?
Recherches de la DRDF PACA - "Le droit à la ville pour tous, comment ?"
Paris, décembre 2003

Temps des femmes, Temps des villes Discordances des temporalités quotidiennes, Aménagements des temps urbains

Monique Haicault, sociologue LEST

Résumé

Les sociétés occidentales sont engagées depuis quelques décennies dans un nouveau système temporel marqué par la multiplicité et la pression des temporalités urbaines : horaires, rythmes, durées sont de plus en plus hétérogènes et mal ajustés. Ces nouveaux temps sociaux se traduisent dans l'espace urbain par des flux de déplacements qui segmentent la ville, par des encombrements réguliers ou imprévus qui la cisailent, par des événements qui l'engorgent, par des absences ou des densités de présence qui menacent le droit libre à l'espace public pour tous et davantage pour les femmes.

La vie quotidienne de chacun est soumise à la nécessité de coordonner les différents temps des activités qui composent son mode de vie. Les discordances temporelles urbaines renforcent les inégalités sociales d'accès aux moyens et aux ressources qu'offre une ville à ses habitants. La pression temporelle accroît de ce fait les différences sociales entre hommes et femmes.

Les responsables de la gestion urbaine prennent de plus en plus en compte la question des temps de la ville, car les discordances temporelles ont des effets sur la santé, le bien-être des citoyens, la qualité de la vie urbaine et l'économie.

Suivant les Directives Européennes, plusieurs villes en Europe, à la suite des pays nordiques se sont mobilisées, l'Italie en tête, pour améliorer les systèmes d'horaires, du travail, des écoles, des commerces, des administrations, les moyens de déplacement, la mobilité des personnes, les espaces-temps de bien-être en ville. La prise en compte des inégalités de genre semble différencier les approches et les mesures.

Comment analyser ces expériences et en tirer des leçons utiles à la mise en place de nouvelles politiques temporelles urbaines ou à l'amélioration des premières initiatives ?

Les temps de la ville : problématique d'un thème d'actualité

La question des temps sociaux, des temps de la ville, des temporalités urbaines est une question nouvellement posée aux citoyens, aux urbanistes, aux constructeurs, aux aménageurs et aux décideurs publics? En quoi consiste-t-elle? Est-elle si nouvelle que cela?

Pourquoi les villes d'autres pays s'en sont emparées plus tôt que la plupart des villes en France? Quelle place tiennent les collectifs de femmes, l'Union Européenne et ses Directives en matière d'Égalité des chances dans l'émergence de cette question?

Comment ce thème se décline-t-il selon le genre, selon une approche en termes de rapports sociaux de sexe? Implique-t-il une autre manière de penser la ville et la démocratie? Quels aménagements temporels les villes en pointe proposent-elles?

I • Qu'entend-on par temps de la ville ?

La civilisation urbaine caractérise l'ère généralisée de civilisation dans laquelle l'humanité est entrée. Déjà plus de 80 % des gens vivent en milieu urbain, dans des villes qui présentent certes sur la planète une grande diversité d'histoires et de formes, mais qui toutes conduisent à des constats accablants :

- la croissance démographique, en densité et en étendue de toutes les villes est en décalage avec les caractéristiques des nouveaux modes de vie, en décalage aussi avec les exigences de citoyenneté correspondant au développement et aux progrès du lien social entre personnes.

- toutes les villes doivent impérativement modifier l'organisation sociale de leur espace, la mobilité urbaine de tous, la qualité de vie offerte à leurs habitants.

Mais les villes sont autre chose que seulement de l'espace. Elles sont aussi du mouvement et donc du temps. Prendre en compte le temps dans la problématique de la ville c'est prendre en compte les gens, car ce sont les personnes qui font le mouvement de la ville, ses nœuds et sa fluidité, sa violence ou sa qualité, son asphyxie ou sa beauté, ses enclaves ou sa dynamique relationnelle, sa segmentation ou son unité, son unidimensionnalité ou sa pluridiversité, son enclavement ou son ouverture, sa misère ou sa richesse.

Les temporalités urbaines renforcent la ségrégation de l'espace et les limitations du droit à la ville. Elles accentuent le mouvement d'appropriation privée de territoires temporairement ou durablement. Des enfermements spatio-temporels comme autant de remparts de l'intérieur renvoient les villes à un encerclement d'un autre âge. Ce sont hélas les réponses que certaines mégalo-poles développent comme Sao Paulo ou Mexico.

Bref, aucune ville aujourd'hui n'est adaptée aux changements profonds que toutes subissent avec plus ou moins de radicalité.

Telle qu'elle se pose aujourd'hui la question des temps de la ville est donc :

a) une question politique

- . qui impose un changement de regard sur la nouvelle nature du temps social, sur la ville et l'urbain, obligeant à prendre en compte la ville comme mouvement, comme flux de personnes, comme espace sociosexué à circuler et à partager.

- . de démocratie qui engage le présent et l'avenir du bien vivre ensemble et par conséquent le développement durable des cités et de leur environnement pour les générations à venir.

- . une question qui correspond donc à une meilleure prise en compte du fonctionnement de la démocratie qui engage le local et le global, la participation continue des citoyens, genres et générations, dans les politiques temporelles urbaines, ici considérées.

b) un nouvel objet scientifique pluridisciplinaire qui oblige à décloisonner les champs constitués, à revitaliser les corpus théoriques, à tenir compte du genre pour tout objet de science.

De quel temps s'agit-il ?

La nature sociale du temps a changé, on est entré depuis la fin du siècle dernier dans un nouveau temps social.

→ Les sociétés industrialisées sont passées successivement du temps agricole au temps industriel qui a été le temps dominant du XVIII^e à au XX^e siècle : un temps quasi hégémonique, mesurable en heures, régulier, homogène et continu (Thompson, 1979).

Aujourd'hui le temps est devenu multiforme, irrégulier, discontinu, hétérogène. Il se conjugue au pluriel car il échappe à la mesure arithmétique en heures généralisée d'hier. Par son caractère intrinsèquement composite, hors de toute mesure simple et uniforme, il met en tension simultanément des temps très courts avec des temporalités étirées (ex : les durées de plus e plus courtes des moyens rapides de mobilité- TGV, avions- et les temporalités irrégulières et étirées des transports collectifs navettes ou bus). Les assynchronies et les arythmies temporelles exigent de la part des personnes une capacité d'adaptation incessante à ces alternances de rythmes, de cadences, de durées, qui rendent les planifications temporelles aléatoires et en recherche d'ajustement permanent (Haicault, 2000).

Ces temporalités toute entières sociales, mal ajustées entre elles, concernent toutes les activités de la vie quotidienne que viennent compliquer les horaires et les durées de travail, de plus en plus éclatées, notamment dans l'emploi des femmes. Les activités domestiques - à la base de tout fonctionnement social existant - sont inscrites dans du temps à la fois régulier et irrégulier, planifié et imprévisible. Sa nature paradoxale explique aussi en partie pourquoi il échappe à toute mesure arithmétique, comptable. Ce sont les temps familiaux (chacun le sien), les temps dedans-dehors du travail domestique, ceux des loisirs vécus dans des lieux éloignés imposant quant à eux, une deuxième ou une troisième voiture, les durées et les temps des déplacements plus personnels, enfin ceux liés aux soins pour soi, à l'intime, enfin aux parents âgés dont la charge temporelle est si souvent invisibilisée.

L'enchevêtrement des pratiques temporelles des citadins s'inscrit toujours dans l'espace-temps de la ville, dans ses flux, ses rythmes, ses durées, dans des congruences d'horaires, des inerties temporelles, des juxtapositions de rythmes et d'allures hétérogènes, autant de temporalités sociales urbaines que ces différentes pratiques contribuent à reproduire, formant ainsi un système quasi bouclé sur lui-même, temps de la ville, pratiques urbaines quotidiennes.

Les temps de la ville ce sont aussi les distances par rapport au centre-ville, aux services publics et à leurs horaires, car le temps, en permanence imbriqué dans de l'espace, se négocie avec des distances. Le savoir faire temporel urbain est ainsi devenu une véritable compétence citoyenne, qui s'acquiert par la pratique et renforce de ce fait toutes les inégalités relevant de l'expérience sociale.

II) Quand, où et comment cette question a t-elle émergé ?

La question du temps de la ville et des femmes a émergé dans les années 70 au sein des collectifs de femmes, notamment en Italie, au Canada et dans les pays nordiques (Boulin 1997). En France le thème a aussi été porté par le mouvement des femmes mais aussi au sein de la recherche impulsée par les femmes sociologues, consignée alors dans des Colloques fondateurs comme celui de Toulouse en 1982 « Femmes, Féminisme et Recherches ».

Dès 1975 on a impulsé une réflexion collective sur le temps domestique et le temps des femmes, sur la ville la nuit et le contrôle social des femmes par les temporalités urbaines, rejoignant en cela notamment les thèses de Simmel sur l'espace-temps comme dispositif de contrôle social (Simmel 1989), (APRE 1984-1987), (Coutras, 1993).

Durant cette période, en France, on aménage le territoire en cherchant des solutions pour un renouveau des transports publics urbains. Marseille va construire son métro en partie grâce à la taxe « Versement-Transports ». L'utilisateur transformé en client sur un marché considéré comme concurrentiel par rapport à l'automobile, est hélas pensé comme un usager abstrait, sans sexe et sans famille. Les pouvoirs publics- comme d'ailleurs le courant dominant de la recherche sociologique- qui ne prennent pas en compte les femmes, développent une politique des transports publics tournée vers les seules distances domicile/travail, excluant de fait et matériellement tous les trajets et toutes les temporalités liées au travail domestique et familial. Résultat, les femmes actives vont se ruier sur l'automobile, outil qu'elles ne lâcheront plus dès lors qu'il s'adapte tant bien que mal aux exigences des nouvelles formes d'articulation travail domestico-familial et travail professionnel dans l'espace urbain (Haicault 1984). Il faut voir là un exemple type du marquage insistant sur le territoire de la non prise en compte de la dimension sexuée des pratiques urbaines.

En sera t- il de même aujourd'hui pour la politique temporelle des villes ? Un des enjeux de la rencontre organisée par la DRDF PACA le 3 décembre, est d'alimenter une réflexion collective et éclairée afin de ne pas renouveler les erreurs d'hier.

La question posée par la recherche- dite féministe dès lors qu'elle tient compte du genre- n'a pas débouché à l'époque sur des initiatives pratiques dans l'espace public français, comme ce fut le cas par exemple de certains pays scandinaves.

Le sujet temps de la ville a refait surface dans les années 1990 en France, sous l'impulsion des Directives Européennes, des programmes Egalité des chances et Equal, 25 ans après les pays nordiques, 10 ans après l'Italie, sans pour autant s'actualiser dans toutes les politiques urbaines françaises (Godard 1997).

Cependant des initiatives urbaines sont présentées actuellement dans des colloques, des séminaires de la DATAR,¹ des rencontres qui enrichissent le dialogue et l'information, grâce aussi aux sites internet des villes qui donnant place aux Temps Urbains diffusent régulièrement une actualité de leurs mesures (ainsi déjà Belfort et maintenant Rennes qui vient de créer un site).

Pourquoi un tel retard de la France ?

On peut repérer plusieurs facteurs pour tenter d'expliquer le retard pris par la France dans la question des temps de la ville. Ils sont à l'œuvre dans d'autres domaines, comme la place des femmes dans les instances de décision, la mise en œuvre d'une réelle politique d'Egalité des Chances et d'incitation au partage des activités de la vie familiale et domestique, le développement durable d'une politique de la santé et de la contraception. Retenons quelques facteurs dont le cumul produit des effets de société :

. l'entrée massive des femmes sur le marché du travail a été insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics et la société (on l'a vu pour ce qui concerne la politique des transports collectifs) qui sont restés longtemps rivées à l'idée du « salaire d'appoint » et de la tolérance des femmes sur le marché du travail, à la valorisation récurrente et parallèle de l'image de la femme au foyer au nom de l'épanouissement de l'enfant malgré le démenti des recherches et des psychologues, stéréotypes qui resurgissent régulièrement dans certains slogans politiques.

. le manque de solidarité des organisations politiques y compris de gauche avec les luttes des femmes, exemple le combat initial et durable pour la contraception, pour le respect des femmes dans les images, pour la parité et leur discrédit dans la presse jamais franchement démenti par ces organisations.

. le fonctionnement au masculin des entreprises et des politiques, qui s'appuie sur une tenace hiérarchie sexuée et sur un entre soi des hommes très peu visibilisé (cooptation, clubs masculins, restructuration de la technostucture ..) .

. une difficulté très française à prendre en compte les différences sociales de sexe comme différences structurelles, comme fondement d'une rapport social qui tend à se reproduire, au nom de l'Universalisme hérité de la Révolution et du fondement de la pensée républicaine. (cf. le droit de vote si tardif des françaises, les résistances à appliquer la parité en politique)

. la lenteur et l'inertie de la « prise en compte des gens » (Donzelot, 2003) par un habitus politique à penser d'en haut, depuis des experts qui connaissant mal les réalités de la vie quotidienne des personnes, résistent à reconnaître une quelconque compétence aux usagers, aux habitants-citoyens.

¹ cf le Séminaire Conclusif de la DATAR (Direction à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) « Temps et territoires » Poitiers, 14-15 mai 2003.

. le poids de toutes les religions accrochées traditionnellement au principe d'une différence hiérarchique des sexes et aveugles au rapport social entre genres qui traverse tout groupe social constitué.

. la priorité accordée à l'espace dans l'urbanisme et dans l'aménagement du territoire (Revue Urbanisme, 2003).

Quels facteurs expliquent l'actualité de la question des temps sociaux urbains ?

La question des temps urbains est née d'une convergence de facteurs parmi ceux là retenons ceux qui relèvent :

. des changements profonds dans les modes de vie des femmes de plus en plus actives, autonomes, responsables, mais parallèlement de plus en plus accablées par le poids des activités domestiques qui se sont multipliées au dedans et au dehors, activités prises dans une pluralité d'horaires, de durées, de rythmes tous différents, désynchronisés ou trop superposés.

• de l'éclatement continu de l'espace qui augmente les distances du domicile au travail, aux services, aux activités familiales et de loisirs, isolant des zones d'habitations poussées vers la périphérie des agglomérations, rendant la mobilité difficile, mangeuse de temps et on va le voir inégale.

• des transformations du temps de travail et surtout de celui des femmes, fractionné, aux horaires atypiques, variables, hachés et qui ne cessent de se démultiplier.

• des modifications de l'usage du temps avec l'émergence des pratiques sociales inconnues hier (sports, entretien, loisirs, engagement civique, voyages, vacances etc.).

• du stress urbain temporel et de ses effets directs sur la santé avec pour conséquence le développement de palliatifs (tabagisme et alcoolisme féminins, drogue, surmédicalisation des femmes actives etc.), et l'augmentation de la violence urbaine et de comportements d'incivilité.

• enfin ajoutons le développement de la pensée de l'environnement, et du développement durable qui modifie peu à peu le travail des politiques.

III) Temps de la ville et inégalités sociales.

Pour toutes ces raisons les citoyens d'un même espace social ne sont pas à égalité face à cette nouvelle donne complexe du temps, même si tous en pâtissent.

Les inégalités sociales se creusent sous la pression temporelle qui renforce les inégalités déjà existantes entre les modes d'habitat et d'habiter, entre les ressources matérielles (revenus et moyens personnels de déplacement), entre ressources symboliques (accès à l'information, à l'instruction, aux capacités à gérer le quotidien, à anticiper), entre les modes vie et les modes de ville. Mais les plus profondes ne sont-elles pas les inégalités entre les hommes et les femmes face aux temps et aux temporalités sociales de la vie quotidienne urbaine.

Les inégalités de genre traversent toutes les inégalités sociales, celles entre classes sociales, entre classes d'âge, entre ethocultures.

Elles sont quasiment d'ordre structurel. Elles se reproduisent avec les changements, mettant en évidence la force d'un rapport social entre les genres, qui tend à saisir ce qui est neuf pour le replacer dans une logique de la différence sociosexuée asymétrique. Le dernier ouvrage collectif du MAGE, Le travail du genre, met significativement les sciences sociales à l'épreuve de ces différences sociales (2003). Les inégalités se retrouvent dans les innovations urbaines comme dans celles du travail liées aux technologies de l'information, car elles s'ancrent dans une forme pensée largement partagée, véhiculée et reprise dans quasiment tous les systèmes de signes (Haicault, 1993).

L'expérience temporelle des femmes ou la gestion quotidienne virtuose de la discordance des temps

Les discordances temporelles urbaines qui agitent les sphères privées, professionnelles et publiques touchent davantage et autrement les femmes. Les recherches européennes soulignent le fait qu'en Europe quasiment toutes les femmes sont confrontées à des discordances temporelles qui ont des traits communs, au delà des différences entre pays.

L'étude des pratiques sociales des femmes actives—celles que j'ai particulièrement observées durant plusieurs décennies - a permis de proposer la notion de configuration temporelle qui combine 5 types de temps auxquels chacun est confronté dans sa vie quotidienne : le temps professionnel, le temps domestique le temps familial, le temps du ressourcement et des loisirs, le temps civil et civique pour la vie en société, le temps pour soi (Haicault 2000).

Les temporalités personnelles ont toutes un lien avec une temporalité urbaine et avec un lieu dans l'espace. C'est pourquoi la notion d'espace-temps empruntée à la physique dans nos travaux dès 1980, reste aujourd'hui pertinente. Si la gestion de l'expérience sociale individuelle implique de l'organisation combinant des ressources matérielles et symboliques, celle des femmes frise la virtuosité. Cette qualité finement étudiée et filmée dans la vie en deux, est une compétence de type managériale que le temps n'a pas démentie, en dépit de la performance apportée par les technologies domestiques.

La gestion savante des femmes actives se caractérise par la coordination spatio-temporelle d'une grande diversité de temps sociaux, en quantité et en qualité, par le bouclage de sphères sociales qui sont à cheval sur le privé et le public (domestique, familiale, professionnelle, consommatoire et urbaine). Cette articulation augmente d'autant « la charge mentale » de la gestion, et diminue le « temps pour soi », qui devient une revendication plus ostensible des femmes, comme on le voit dans le document vidéo sur Rennes.

Cette virtuosité - apanage des femmes actives- est le résultat de l'expérience et de la pratique. Aussi toutes les femmes ne sont-elles pas des virtuoses innées de la coordination des pluritemporalités. Si les compétences temporelles domestiques et familiales demeurent jusqu'alors peu visibilisées et non codifiées, certains emplois savent depuis longtemps mobiliser y compris dans les contenus de travail effectués avec les technologies informatiques et de communication. Pas de temps morts dans le télétravail par exemple, ni dans les téléphonies (Haicault 2001). L'organisation du travail digère ces apprentissages, tout en rendant invisibles les compétences requises, aux yeux des femmes elles mêmes, qui « tiennent » grâce à une consommation abusive de médicaments, le matin pour se stimuler, le soir pour dormir. La recherche, menée en 1982 avec Danièle Combes sur les femmes câbleuses de Renault à Dreux, l'avait déjà souligné.

L'expérience sociale temporelle des hommes réglée sur du temps homogène et continu

L'expérience sociale du quotidien des hommes actifs les place encore souvent- mais pour combien de temps ?- dans du temps différent de celui des femmes. Il s'agit d'un temps homogène, linéaire, successif, quantifié et quantifiable, borné et vécu comme un capital-temps à optimiser. Les hommes actifs ont tendance à caler leurs pratiques dans du temps-horloge, du temps continu, même en famille. Enfants, ils ont été socialisés très tôt à ne vivre que selon du temps linéaire, homogène et borné, comme cela a été montré dans nos recherches.

La configuration temporelle des hommes correspond à une addition de temps quantitatif, d'horaires simples, précis, aptes à se succéder, évitant la confrontation de temporalités éclatées, superposées et surtout d'imprévus. Ceux du travail professionnel, suivent sans heurt par exemple, l'heure bien réglée de l'accompagnement d'un enfant à l'école. On comprend pourquoi la Réduction du Temps de Travail, appliquée sans prendre en compte les différences

de genre dans le travail et hors travail a jusqu'alors et le plus souvent renforcé les inégalités de sexe. De sorte que les configurations temporelles des hommes donnent une place importante au « temps pour soi », qui est alors reversé dans les loisirs, le sport, le bricolage (Maruani 1999).

IV • Les aménagements temporels urbains obligent à repenser la ville et sa gestion

La question des temps renouvelle la question de la ville des sociétés démocratiques avancées. Des principes directeurs sont à faire émerger pour penser dès aujourd'hui les temps qui engagent la ville de demain.

Si au cours de l'histoire, la ville a été le lieu de protection et de libération des femmes, elle a été souvent aussi un espace de leur domination et de leur marginalisation. Aujourd'hui les femmes réclament le droit de cité, le droit à une mobilité libre et sûre, en tout temps et en tout lieu, le droit à l'appropriation des moyens de déplacement comme la voiture qui a effectué rappelons le, un tournant dans les années 60 pour la mobilité autonome des femmes. C'est pourquoi le temps de la ville est une vraie question démocratique, de démocratie participative et paritaire.

Pour développer une politique temporelle urbaine, il semble utile de considérer ensemble cinq dimensions constitutives et imbriquées qui composent la ville :

- . la ville comme espace bâti, historiquement construit, aménagé, habité, transformé
- la ville comme mouvement, déplacements de personnes, et d'échange de marchandises, d'idées, d'imaginaires
- la ville comme lieu de production de richesses, lieu de beauté des formes et de qualité du vivre ensemble, lieu de coopération collective, de mise en commun des ressources individuelles de sexe, de générations, d'ethnocultures.
- la ville comme ensemble dynamique de services et de fonctions sociales, administratives et politiques, accessible à tous.
- enfin la ville comme système temporel complexe, coordonnant des durées, des rythmes, des flux, des moments de présence/absence de gens, articulant des systèmes d'horaires, d'ouverture et de fermeture, de fluidité et de lenteur, dans des réseaux temporels d'entraide et d'échange de temps.

V. Les aménagements temporels de quelques politiques urbaines

Tout d'abord on peut noter que la culture du temps demande qu'une vraie volonté politique soit mise à son service. Un examen des différentes initiatives urbaines en matière d'aménagement des temps sociaux, souligne le bien fondé du respect de quelques principes : amener la dimension sexuée, susciter et accepter le dialogue avec la population, intéresser les Universités et la Recherche pour nourrir les questions (cf. La vidéo Rennes en Bretagne), s'ouvrir sur d'autres villes.

L'analyse des politiques temporelles des plusieurs villes, effectuée à partir d'ouvrages parus récemment en France et de récents colloques notamment de la DATAR (direction , a permis de dégager trois critères différenciateurs : les objectifs poursuivis explicitement, les méthodes employées pour l'innovation, les mesures déjà prises et les projets. Citons quelques exemples.

Poitiers, ville préceuseure en France, avec son « Agence des temps » 2001, et le CAP (Comité d'Agglomération de Poitiers, en lien avec la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale). Elle cherche à faire du développement urbain durable avec des slogans comme « Penser globalement pour agir localement ». La ville consciente des inégalités temporelles cherche à resserrer ses liens

avec l'Université, en développant des horaires décalés, à développer une image de sa qualité de vie en refusant la flexibilité de la ville 24/24, travaille en concertation avec des associations. La dimension genre est de plus en plus nette, grâce à la position de certaines adjointes engagées dans une politique de L'Egalité des chances.

Belfort avec sa « Maison des temps et de la mobilité » a pour objectif de connaître les besoins en mobilité de la population sur toute l'aire urbaine. Sa méthode s'appuie sur des séminaires, des colloques, des forums, des ateliers et sur un site internet. Sa démarche est clairement partenariale. Elle innove et expérimente de nouveaux modes de déplacement comme le scooler, expérimente des rues numériques avec information sur les horaires, une base de données interactives, elle a en projet des transports à la demande, l'adaptation du système de transports scolaires. Cette ville souligne les difficultés des négociations avec les fabricants de temps (Ministères, SNCF etc.), et commence à prendre en compte le genre, sans que cela soit explicite même dans son récent programme « Concilier temps de la vie et temps de la ville ». Enfin elle est reliée à d'autres villes proches comme Besançon associée à une récente manifestation sur les Temps festifs.

Evoquons encore en France parmi les villes pionnières, Saint Denis qui a la volonté de faire surgir le rôle de l'Etat comme guide, et non comme donneur d'ordre. Elle travaille elle aussi sur les temps festifs, et semble prendre en compte la dimension du genre surtout dans des colloques de la DIV (Délégation Interministérielle à la Ville) comme celui qui portait en 2002 sur les « Les arrangements quotidiens dans la ville : vie familiale, vie professionnelle ». Elle se tourne, elle aussi, vers les donneurs de temps : Ecole, entreprises, transports, vacances), et, fait assez rare pour être souligné, elle soutient une approche audiovisuelle des temporalités urbaines.

En Europe, l'Europe du Sud avec l'Italie a été pionnière dans ce domaine (Bologne, Naples, Milan, Rome). Une loi de 1990 a rendu obligatoire les politiques temporelles, si bien que 80 villes travaillent aujourd'hui sur les temps urbains. Généralement on cherche à décloisonner les questions, à articuler privé/public, à aménager les horaires des services publics pour réduire le temps d'attente grâce à une banque des temps qui coordonnent aussi les échanges entre communes, on y associe les collectifs de femmes, pour créer des temps et des lieux communs aux femmes dans la ville, on vise aussi à diversifier les mesures.

Bologne est axée sur le temps d'attente des services, sur l'aide aux personnes âgées pour simplifier l'accès aux services et pour développer les services aux jeunes enfants.

Naples en 2001 essaie de changer la ville la nuit, avec une ouverture des parcs publics et des bâtiments culturels, un accueil des jeunes la nuit dans les lieux publics par la création d'espaces alternatifs comme des discothèques en plein air. Elle cherche à donner plus de place aux jeunes dans l'accès aux lieux culturels ; des espaces sont réservés aux femmes, des crèches aménagées dans les quartiers populaires avec une formation à la vie politique et en direction des mères. On relève des parkings pour en faire des jardins, ou encore on met en place des réunions interservices à la Mairie, ce qui se fait aussi en France, à Rennes notamment.

A Milan, dès 1990, un système de transports intermédiaires, les taxis-bus par appel téléphonique, est mis en place, complémentaire au covoiturage ; des jardins du temps lent s'offrent aux générations, le problème de la vie nocturne pour les femmes est clairement posé et en recherche de solutions.

A Rome, la question des temps débute en 1980 avec des plans d'action mis en place dès 1994. Comme mesures citons : la mise en place de plans de régulations des horaires de bureau, par exemple certains sont ouverts toute la journée une semaine sur 2. Des banques des temps essaient de développer des échanges non marchands de temps et de

services de voisinage et de solidarité. Le moyen mis en place ce sont les fameuses tables quadrangulaires qui cherchent à faire dialoguer tous les partenaires concernés.

Dans ce bref inventaire, il convient de donner une place au Canada car le genre y est très présent, actuellement plus que le temps d'ailleurs.

Ainsi à Montréal, en partenariat avec les associations de femmes comme « Agir en ensemble », ou comme « Femmes et villes » qui fonctionne depuis 1970, on note le rôle pionnier des groupes de femmes travaillant aussi avec les Ministères. Par contre la question des temps urbains, cède la place à la sécurité et au bien-vivre en ville. Le comité « Femmes en villes » a fonctionné dès 1990 avec des comités locaux pour la sécurité, avec des slogans « Femmes sans peurs, à toute heure », « la rue, la nuit, femmes sans peur » visant à éliminer la violence faite aux femmes. Ces organisations ont collaboré à l'initiative en 2000 de La marche mondiale des femmes. Leur méthode privilégie les enquêtes et les sondages, pour mettre en place une sorte de grille d'analyse, afin d'établir des comparaisons dont l'objectif est de rendre visibles les sources des inégalités de genre et de les éliminer. Deux exemples de mesures parmi d'autres : augmenter le nombre et la fréquence des arrêts de bus, et améliorer la sécurité par des rondes de taxis assermentés.

Au Québec on parle de « collectivité et d'agglomérations urbaines viables ». Les responsables auront à respecter les principes généraux suivants :

- mettre en place une utilisation plus rationnelle et plus efficace du territoire, des ressources des infrastructures et des services urbains ou publics
- limiter l'étalement urbain et l'empiètement sur les espaces naturels et ruraux
- favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables et non polluantes
- favoriser une utilisation optimale de modes de transports viables et complémentaires (marche à pied, bicyclette, Transports collectifs), qui vise à diminuer les coûts publics aussi bien que les coûts particuliers.
- réduire la dépendance à l'automobile en augmentant l'autonomie circulaire des personnes
- rapprocher les lieux d'emploi des lieux de résidence, diminuer ainsi les temps de trajet et la pollution.

Dans les pays nordiques-contrairement à la situation en France- la démarche ne part pas du décideur public, car depuis longtemps les femmes qui travaillent moins qu'en France, se sont impliquées dans le travail politique de proximité, elles ont développé une attitude à l'égard de l'Etat moins dépendante et de fait le secteur privé y gagne plus de poids.

Enfin Rennes, dont on montre dans une vidéo - tournée en 2002 à l'occasion de la journée internationale des femmes- le côté pionnier de la politique sociale de la municipalité qui a mis en place un Bureau des Temps inauguré en 2003. La ville cherche à préserver le dimanche non marchand ainsi que des « temps communs » pour tous dans la ville. Elle tient compte directement du temps des femmes en appliquant d'abord sa politique aux femmes de l'administration, les horaires de deux catégories extrêmes de femmes, les agents de propreté et les cadres, sont finement étudiés en prenant appui sur les Directives Européennes et sur une démarche Egalité engagée de longue date.

Elle s'applique à respecter une certaine concordance des temps entre services publics, notamment pour la petite enfance et pour les modes de garde considérés depuis longtemps comme une priorité. Elle organise des concerts à midi et poursuivant dans ce sens, elle développe en continu une politique de complémentarité en matière de moyens de déplacements : quartiers piétonniers, vélos à la carte, bus, métro (depuis 2002), trains.

Conclusion

Les données de terrain permettent de retenir les quelques points suivants :

. L'efficacité du travail et de l'action conjointe d'une politique urbaine paritaire avec les associations d'acteurs notamment avec des collectifs de femmes.

. L'efficacité d'une politique temporelle transversale à tous les espaces de la vie sociale et du territoire ; que ce soient les horaires des administrations et des commerces, les rythmes des temps scolaires et familiaux ces différentes temporalités engagent des niveaux interreliés de responsabilité politique, car l'amélioration d'un domaine n'est pas indépendant de ceux qui le jouxtent.

. Notons encore l'orientation pertinente d'une mise en réseau des villes. Les interrelations des agglomérations dans l'espace sont de plus en plus efficaces que ce soit pour le déplacement des personnes, des biens, ou pour les services. Une mise en réseaux a été proposée pour agencer certains services sur un espace élargi au-delà d'une seule ville, ainsi Belfort se tourne t elle vers l'Italie et Rennes vers l'Espagne.

Pour conclure relevons trois grands principes directeurs pouvant orienter les politiques temporelles des villes :

. changer l'angle de regard et préparer les jeunes dès maintenant à la nouvelle civilisation urbaine

. adopter une méthode comparative entre les sexes sociaux, ou comme on dit aujourd'hui « une approche genrée », c'est-à-dire mettre en regard des situations comparables entre hommes et femmes avec à son fondement l'Egalité des chances (une valeur européenne), et s'appuyer sur l'observation directe

. développer la concertation, le dialogue, associer plusieurs partenaires sociaux, syndicats, associations, entreprises, acteurs publics, mairies de secteur

Bibliographie citée dans le texte

Boulin J-Y, 1997, « Une ville à temps négociés », *Emploi du Temps*, in *Annales de la Recherche Urbaine* n° 77 p 15-21

Cahiers de l'APRE (Atelier Production/Reproduction, IRESCO, Paris, 1984-1987)

Courtas J, 1993, « La mobilité des femmes au quotidien, un enjeu des rapports sociaux de sexe », *Annales de la recherche urbaine*, n° 59-60.

Donzelot J, 2003, *Faire société*, ed Fayard.

Godard F, 1997, « A propos des nouvelles temporalités urbaines », *Emploi du Temps*, », in *Annales de la Recherche Urbaine* n° 77, p 7-14.

Haicault M, 1984, « La gestion ordinaire de la vie en deux », in *Le travail des femmes et la famille*, *Sociologie du Travail* n° 3 p 268-275

Haicault M, 1993, « La doxa de sexe, une approche du symbolique dans les rapports sociaux de sexe » in *Recherches Féministes*, vol 6 n°2 p 7-20

Haicault M, Mazzella S, 1997, *La ville en mouvement, plurimobilité des retraités dans Marseille*, LEST, Pirville, Predit, 197 p

Haicault M, 2000, « Du temps du travail industriel à la pluralité des temps sociaux, quels acquis pour la sociologie du travail ? », *Où va le temps de travail ?* eds de Terssac, Tremblaye), OCTARES, Toulouse, p 83-104.

Haicault M, 2001, *L'expérience sociale du quotidien, corps, espace, temps*, Presses de l'Université d'Ottawa, Théorie sociale. 210 p

Laufer J, Marry C, Maruani M, (eds), 2003, *Le travail du genre*. La Découverte- MAGE

Maruani M, 1999, *Les nouvelles frontières de l'inégalité*, Paris. La découverte

Simmel G, 1989, *Philosophie de la modernité*, Vol 1 Payot.

Thompson Edward P, 1979 « Temps, travail et capitalisme », revue *Libre*, n° 5

« Imaginer, dire et faire la ville », 2003, hors série n° 19, *Revue Urbanisme*.

« De banlieue 89 à Jean-Louis Borlo », 2003, n° 332, sept-oct, *Revue Urbanisme*.